

1-Gel du barème d'imposition des revenus 2012 :

La loi de finances 2013 ajoute une 6^{ème} tranche d'imposition : ainsi le revenu imposable par part de quotient familial dépassant 150 000 € est imposé au taux de 45%. le Conseil constitutionnel a finalement décidé, fin 2012, **de censurer la taxe à 75% pour les très riches** (revenus d'activité > 1 000 000 €). Cette taxe de 75% retoquée d'ici fin 2013 devrait s'appliquer aux revenus 2013 (à suivre)

Tranche de Revenu (Revenu imposable / quotient Familial)	Taux de la tranche
jusqu'à 5.963 euros	0%
de 5.964 euros à 11.896 euros	5,50%
de 11.897 euros à 26.420 euros	14,00%
de 26.421 euros à 70.830 euros	30,00%
de 70.831 euros à 150.000 euros	41,00%
> 150.000 euros	45,00%

Afin que cette absence d'indexation du barème de l'impôt sur le revenu ne pèse pas sur les contribuables les plus modestes, il est proposé de revaloriser la décote à l'entrée du barème de l'impôt sur le revenu.

Le montant de la décote applicable à l'IR : **480 €** – (cotisation d'impôt brut /2)

2- Frais professionnels des salariés (IRPP 2012):

-baisse du plafond de la déduction forfaitaire de 10 % : de 14 157 € à **12 000 €** (revenus 2012)

-plafonnement des frais de véhicules : en cas d'option d'un salarié pour les frais réels, le montant déductible des dépenses couvertes par le barème kilométrique pour les véhicules de plus de 7 cv est plafonné à celui calculé pour les véhicules de 7 cv que le barème soit ou non utilisé

3-Abaissement du plafond de l'avantage procuré par le quotient familial

Plafonnement de chaque demi-part de quotient familial : **2.000 €** (revenus 2012) au lieu de 2.336 €

4- Dividendes et les intérêts du capital 2012 :

Contrairement à ce que le gouvernement avait prévu dans son budget 2013, le prélèvement forfaitaire de 21% sur les dividendes d'actions et de 24% sur les intérêts des placements à taux fixes (obligations, livrets d'épargne fiscalisés, plans épargne logement de plus de 12 ans et comptes à terme) **reste libératoire pour les gains perçus en 2012**. Le projet de transformer ce PFL en simple acompte sur les impôts à régler en 2013 a en effet été retoqué par le Conseil constitutionnel.

Conséquence : concernant les dividendes et les intérêts perçus en 2012, le PFL conservera, pour tous ceux qui ont opté pour cette manière de régler l'impôt, son caractère libératoire. Ce qui reporte du même coup l'alignement effectif de la fiscalité du capital sur celle du travail aux dividendes et intérêts perçus à compter du 1er janvier 2013

Si non option pour le prélèvement forfaitaire libératoire :

=> Les dividendes sont imposables au barème progressif de l'IRPP, **l'abattement fixe de 1525 € ou 3050 € (couple) est supprimé**. Seul l'abattement de 40% sur les dividendes est maintenu.

=> Les intérêts sont imposables au barème progressif de l'IRPP

=> Une fraction de la CSG payée sur les dividendes et intérêts 2012 soumis au barème de l'impôt va venir en déduction des revenus imposables 2012. Cette fraction déductible est réduite **à 5.1%** désormais (5.8% précédemment)

5- Dividendes et intérêts du capital 2013 :

Intérêts des livrets (Hors Livret A et LDD), les plans épargne logement (après leur 12 ans), les Dividendes, plus-values mobilières seront désormais soumis au barème de l'impôt sur le revenu. Ils perdent le bénéfice du PFL (Prélèvement forfaitaire Libératoire de 21% ou 24%).

Ces revenus seront désormais imposés au barème progressif de l'impôt sur le revenu à compter de l'imposition des revenus 2013.

⇒ **Pour les dividendes, les abattements (1525 € et 3050 € pour un couple) sont supprimés, de même que le prélèvement forfaitaire libératoire (21%).**

L'abattement de 40% sera maintenu

⇒ **Pour les intérêts des placements, le prélèvement libératoire de 24% est supprimé, au profit d'une imposition par défaut soumis au barème de l'impôt sur le revenu, sauf pour les foyers fiscaux qui perçoivent moins de 2 000 euros par an d'intérêts qui pourront continuer à bénéficier, sur option, d'un prélèvement forfaitaire libératoire de 24%.**

⇒ **Par ailleurs, la déductibilité partielle de la CSG des revenus du capital soumis au barème progressif est ramenée à 5.1% (au lieu de 5,8%).**

⇒ **Dernière subtilité et non la moindre, tous les dividendes et les intérêts seront taxés à la source au taux de 21% et 24%, la somme ainsi perçue (équivalent aux prélèvements précédents) constituant un acompte sur le montant de l'impôt à payer l'année suivante (et non un prélèvement libératoire)** Le montant de cet acompte sera ensuite imputé sur le montant de l'impôt payé l'année suivante sous la forme d'un crédit d'impôt.

Un mécanisme de dispense d'acompte est mis en place et concerne les redevables dont le revenu fiscal de référence (RFR) de l'avant dernière année ne dépasse pas les montants suivants :

Situation de famille	RFR de l'avant-dernière année précédant l'année de paiement des revenus	
	intérêts	dividendes
Célibataires, divorcés ou veufs	Inférieur à 25 000 €	Inférieur à 50 000 €
Contribuables soumis à imposition commune	Inférieur à 50 000 €	Inférieur à 75 000 €

Les redevables qui souhaitent obtenir la dispense d'acompte devront fournir à l'établissement payeur une attestation sur l'honneur indiquant que toutes les conditions de dispense sont remplies au plus tard le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement des revenus concernés (dividendes ou intérêts).

Pour les revenus perçus en 2013, la demande peut être formulée au plus tard le 31 mars 2013 et prend effet pour les revenus versés à compter de la date à laquelle elle est formulée.

6-Plafonnement des niches fiscales :10 000 €ou sur plafond de 18000€(revenus 2013)

La nouvelle baisse du plafonnement global des niches fiscales pour les investissements et les dépenses réalisées à partir de 2013 prend la double forme :

-d'un plafonnement en valeur absolue de **10 000 €** hors avantages afférents aux investissements outre-mer et aux SOFICA

-d'un sur-plafond de **18 000€** pour les foyers fiscaux qui bénéficient de réductions d'impôt, au titre des investissements outre-mer et/ou souscriptions au capital de SOFICA

7-Prélèvements sociaux sur les revenus du capital (LF Sécurité Sociale 2013)

Prélèvements sociaux sur les revenus du capital	Le taux global de 15,5 % ne change pas. Il est inséré un prélèvement de solidarité :	Éléments	Taux
		CSG	8,2 %
		CRDS	0,5 %
		Prélèvement social	4,5 %
		Prélèvement de solidarité	2,0 %
		Contribution additionnelle	0,3 %
		Total	15,5 %

8- Imposition des bénéfices des entreprises

-Charges financières : les sociétés passibles de l'IS doivent réintégrer **15%** des charges financières nettes en 2012 et 2013 (et 25% en 2014) sauf si leur montant est inférieur à 3 000 000 €

- Quote-part pour frais et charges sur les cessions de titres de participation est relevée à **12%**(contre 10% avant la réforme) et elle est calculée sur le montant brut de la plus-value à LT (exercice clos le 31/12/2012)

-Report en avant des déficits IS 2012 : Si bénéfice fiscal > 1 000 000 €

,Le plafond du déficit imputable = 1 000 000 € + **50%** (bénéfice -1 000 000€).

Le taux est donc passé de 60% à 50%

9-Dividendes versés en 2012 : loi de finance rectificative 2012

La 2ème loi de finance rectificative 2012 a alourdi la fiscalité sur les dividendes versés, avec l'annonce **d'une contribution additionnelle de l'IS de 3%** payée par les entreprises sur les dividendes versés à compter du 17/8/2012

Cette contribution additionnelle est non déductible (compte 6953), elle est payée à l'échéance du 1^{er} acompte d'IS suivant le mois de la mise en paiement de la distribution

10-Contribution exceptionnelle d'IS de 5% (CA > 250 000 000 €):

Reconduite jusqu'aux exercices clos au 30/12/2015

Pour les exercices clos à compter du 31/12/2012, les entreprises sont tenues d'effectuer un versement anticipé de cette contribution à la date prévue pour le paiement du dernier acompte d'IS (le versement anticipé représente 75% ou 95% du montant de la contribution estimée)

11 -3^{ème} loi de finances rectificative 2012

- ⇒ **Nouveau crédit d'impôt** pour la compétitivité et l'emploi (CICE) : égal à **4%** des rémunérations versées en 2013 et n'excédant pas 2,5 SMIC. Le CICE sera imputable sur l'IS ou l'IRPP dû au titre de l'année. L'excédent non imputé constituera une créance sur l'Etat et pourra être utilisée pour le paiement de l'impôt dû au titre des 3 années suivantes celle au titre de laquelle elle est constatée (la fraction non imputée à l'expiration de cette durée sera remboursée)
- ⇒ **les taux de tva** à compter du 1/01/2014 :
 - taux normal : **20%** au lieu de 19.6%
 - Taux de **10%** au lieu de 7%
 - Taux de **5%** au lieu de 5.5%

12 informations diverses :

Plafond Sécurité Sociale (1/01/2013) : **37 032 €**

SMIC horaire (1/01/2013) : **9,43 €**

Taux déductible des comptes courants d'associés (exercice clos le 31/12/2012) : **3.39 %**

Taux de tva **5.5 %** sur les livres (sur tout type de support) et sur les spectacles vivants (théâtre, cirques, concerts) à compter du 1/01/2013

Provision pour investissement supprimée depuis la loi de finances rectificative 2012 (exercices clos à compter du 17/8/2012 sauf pour les SCOP)